



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Béthune

Béthune, le 03/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GRAVINA**

RD 943 - Boulevard de la fosse 7  
62670 Mazingarbe

Références : 108-2026  
Code AIOT : 0007001733

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement GRAVINA implanté 43 boulevard Fosse 7 Route Nationale 62670 Mazingarbe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection avait pour principal objectif de vérifier la prise en compte des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (réalisation des campagnes PFAS) du 25 juin 2025 et évolution du dépôt de déchets non dangereux stockés à même le sol dans le fond du site de la société GRAVINA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRAVINA

- 43 boulevard Fosse 7 Route Nationale 62670 Mazingarbe
- Code AIOT : 0007001733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRAVINA est spécialisée dans les activités de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage et de traitement de ferrailles.

Les conditions d'exploitation sont encadrées au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 mai 2015.

L'établissement est soumis :

- à autorisation pour les rubriques suivantes de la nomenclature :

2718-1 : installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-41 du code de l'environnement (batteries apportées sur le site par des clients)

2791 : traitement de déchets non dangereux (traitement de la ferraille via une presse/cisaille)

- à enregistrement pour les rubriques suivantes :

2712 : installation de stockage, dépollution , démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage

2713 : installations de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux

2714 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papier/carton, plastiques, caoutchouc, textiles, bois

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 8.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des constats établis lors de cette visite menée par l'Inspection et des compléments transmis par l'exploitant par message électronique du 03/02/2026, il a été mis en évidence 2 non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra apporter des justificatifs sous un mois sous peine de nouvelles sanctions administratives (astreinte,...) :

- absence de date prévisionnelle de passage du prestataire pour engager la troisième campagne de prélèvements / analyses des PFAS.
- résultats des analyses des 2 premières campagnes non déclarées dans GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/06/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>

#### Article 1

La société GRAVINA est mise en demeure, pour son site situé Boulevard de la Fosse 7 à MAZINGARBE (62670) de respecter les prescriptions des articles 4-II et 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS et du paramètre AOF cités dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023) pour les 3 campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS et du paramètre AOF ainsi que les dates prévisionnelles des 3 prélèvements ;
- les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne ;
- dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des 3 campagnes d'analyses sont déclarés dans GIDAF.

#### **Constats :**

##### Historique

Lors de la précédente inspection en date du 04/09/2025, l'exploitant nous avait présenté un devis non signé pour la réalisation par VEOLIA des prélèvements et analyses des 20 PFAS et du paramètre AOF sur l'unique point de rejet des eaux pluviales de son site. Par message électronique du 12/09/2025, l'exploitant nous transmettait la copie d'un paiement réalisé le 04/09 auprès de la société VEOLIA pour la réalisation de la première campagne d'analyse des PFAS et du paramètre AOF.

Par rapport du 19/09, l'Inspection demandait alors à l'exploitant:

- de fournir la date de passage de la société VEOLIA sur son site et de transmettre les résultats d'analyses dans GIDAF au plus tard dans le mois suivant cette campagne.
- les dispositions prévues (calendrier et justification) pour le lancement des deux autres campagnes d'analyses.

Par message électronique du 22/09, l'exploitant nous indiquait que le premier prélèvement de la campagne PFAS aurait lieu du 19 au 23/10/2025.

Par message électronique du 08/11, l'exploitant nous indiquait que le second prélèvement de la campagne PFAS allait se dérouler du 16 au 20/11/2025.

Début 2026, les résultats des analyses des 2 premières campagnes n'étaient toujours pas déclarées dans GIDAF.

##### Inspection du 02/02/2026

L'Inspection se rendait ainsi inopinément sur le site de la société GRAVINA le 02/02/2026.

L'exploitant nous indiquait que les 2 premières campagnes PFAS avaient bien été réalisées (première campagne du 22 au 23/10/2025 et seconde campagne du 19 au 20/11/2025) et qu'il avait bien reçu les résultats des campagnes par message électronique. Il ne retrouvait cependant pas ces résultats le jour de l'Inspection.

Par message électronique du 03/02/2026, l'exploitant nous transmettait les résultats des 2 premières campagnes réalisées par VEOLIA sur les 20 PFAS et le paramètre AOF.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous peine de nouvelles sanctions administratives, l'exploitant devra, sous un mois :

- fournir à l'Inspection la date de passage du prestataire sur son site pour la réalisation de la

<p>dernière campagne PFAS, et transmettre les éléments au plus tard le mois suivant cette campagne dans GIDAF.</p> <p>- déclarer les résultats des analyses des 2 premières campagnes dans GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : PC2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2015, article 8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, transit de déchets non dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>8.2 Transit de déchets non dangereux : papiers/cartons, caoutchouc, textiles, bois</p> <p>Cette activité est réalisée sur la parcelle 138. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est au maximum de 1 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Tout dépôt de déchets est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.</p> <p>Un filet est aménagé sur la clôture afin d'éviter tout envol de déchets.</p> <p>Cette partie du site est mise sous dératisation permanente.</p> <p>La surface réservée au transit de déchets non dangereux, non inertes est clairement délimitée et identifiée.</p> <p>Seuls pourront être acceptés dans l'installation les déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.</p> <p><u>Stockage</u></p> <p>Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la prévention des envols,</li> <li>• les ruissellements,</li> <li>• les infiltrations dans le sol,</li> <li>• les odeurs.</li> </ul> <p>Le stockage des déchets est réalisé sur une dalle étanche. Celle-ci est aménagée pour collecter les effluents. Les effluents sont éliminés vers une filière autorisée. A défaut de la mise en place de la collecte des effluents, le stockage des déchets est réalisé dans un bâtiment fermé. La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas trois mois.</p> <p>La hauteur de stockage est au maximum de 3 mètres.</p> <p>Le stockage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Historique</u></p> <p>Lors de l'inspection du 04/09/2025, l'Inspection avait pu constater <u>la présence d'un important dépôt de déchets non dangereux</u> (papiers/cartons, bois) dans le fond du site. Ces déchets étaient stockés à même le sol dans des conditions non respectueuses de l'environnement (pas de collecte des effluents, absence de prévention des envols).</p> <p>A la suite de ces constats, l'Inspection avait proposé au Préfet de mettre en demeure la société</p>

GRAVINA de respecter les prescriptions du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2015 dans le délai d'un mois.

Inspection du 02/02/2025

Le jour de l'inspection, l'arrêté de mise en demeure proposé au Préfet à la suite de l'inspection du 04/09/2025 n'était pas signé.

L'Inspection a néanmoins pu constater qu'une partie des déchets non dangereux stockés à même le sol avaient été déplacés par l'exploitant sur la dalle étanche du site. Une bâche recouvrait l'ensemble de ces déchets.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant que le dépôt de déchets non dangereux encore présent à même le sol devait être soit stocké dans des conditions respectueuses de l'environnement (dalle étanche, prévention des envols...), soit être éliminé en filière extérieure autorisée (l'exploitant devra dans ce cas fournir des justificatifs).

Pour information: l'arrêté mettant en demeure l'exploitant de respecter sous un mois les dispositions du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/05/2015 a finalement été signé le 16/02/2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le dépôt de déchets non dangereux (papier, carton, plastique,...) encore présent à même le sol dans le fond du site doit être rapidement stocké dans des conditions respectueuses de l'environnement ou être éliminé en filière extérieure autorisée (voir dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/02/2026 à respecter sous 1 mois à compter de sa notification).

**Type de suites proposées :** Sans suite